



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRETE PREFECTORAL N° 477

Portant mise en demeure

Société POLYCOR France
CHASSAGNE-MONTRACHET (21190)

Le Préfet de la Côte-d'Or

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 181-1, L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 autorisant la société LARDET à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur la commune de CHASSAGNE-MONTRACHET (21190) au lieudit « La Grande Montagne » pour une durée de 15 ans, soit jusqu'au 16 janvier 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 portant mutation de l'autorisation susvisée au profit de la société ROCAMAT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2018 portant mutation de l'autorisation susvisée au profit de la société POLYCOR France ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2021 prolongeant l'autorisation d'exploiter jusqu'au 16 janvier 2037 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 janvier 2023, transmis à l'exploitant par courrier du 12 janvier 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 24 janvier 2023 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation présentée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 susvisé dispose : « Après réalisation de la découverte, l'extraction des matériaux est réalisée en 2 temps : (...)

- Extraction du gisement utilisable par la technique du fil diamanté, du cordeau détonant et de vessies, ou encore de la haveuse. Les gradins auront une hauteur maximale de 15 m, séparés par des banquettes de 7 m de largeur minimale. »

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 24 mars 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que certaines banquettes présentaient des largeurs inférieures à 7 mètres ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, il convient de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans des délais déterminés, les dispositions de l'article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que pour déterminer le délai de la mise en demeure, il convient de prendre en compte la production maximale brute annuelle autorisée (20 000 m³/an) ainsi que l'interdiction d'apports extérieurs de matériaux inertes ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société **POLYCOR France (SIREN 839 531 027)**, dont le siège social est situé 17 rue du Colisée-75008 PARIS, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour la carrière qu'elle exploite sur la commune de CHASSAGNE-MONTRACHET :

- Article 22.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2007 susvisé :

Les gradins auront une hauteur maximale de 15 m, séparés par des banquettes de 7 m de largeur minimale.

Pour justifier les démarches engagées et leur avancement, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : le programme prévisionnel des travaux d'exploitation pour remettre en conformité les banquettes ;
- sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 6 mois : la mise à jour du plan topographique de la zone concernée (fosse nord de la carrière).

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société POLYCOR FRANCE.

Article 4 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, M. le Maire de la commune de Chassagne-Montrachet, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON, le 14 mars 2023

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

SIGNE

Frédéric CARRE